

INDE

Le Jour de la République endeuillé par des homicides

Index AI : ASA 20/01/98

Alors que les homicides se sont poursuivis tout au long de la période qui a précédé la célébration du Jour de la République (lundi 26 janvier 1998) dans les régions de l'Inde secouées par des conflits, Amnesty International lance un appel pour qu'il soit mis fin aux attentats à caractère politique.

Dimanche 25 janvier 1998, des tueurs non identifiés ont abattu 23 civils dans le village de Vandhama, près de la ville de Ganderbal dans l'État de Jammu et Cachemire. Quatre enfants, neuf femmes et dix hommes ont été tués. Après avoir encerclé les habitations, les attaquants auraient ouvert le feu sans distinction sur les villageois, puis incendié un petit temple hindou et fait sauter une maison.

« Nul ne peut accepter que l'on choisisse une journée d'une importance nationale pour marquer des points politiques en tuant, blessant et estropiant des civils, dont des femmes et des enfants », a déclaré l'Organisation.

Les responsables gouvernementaux de l'État ont imputé la responsabilité de ces homicides aux groupes armés d'opposition. Cependant, aucun de ces groupes n'a revendiqué l'attaque qui, en outre, a eu lieu dans une localité exempte de violences entre communautés.

Shabir Shah, un dirigeant de la All Parties Hurriyat Conference (APHC, Conférence multipartite Hurriyat [Liberté]), confédération de groupes favorables à la sécession du Cachemire, a déclaré que l'attaque était le fait de criminels voulant dresser les hindous contre les musulmans du Cachemire, qui sont majoritaires. À la connaissance d'Amnesty International, l'État n'a pas ouvert d'enquête sur ces homicides.

Déjà, dans la nuit du 13 janvier, 17 hindous avaient été tués dans le district de Kamrup (État d'Assam), dans une zone où il n'a pas été question d'affrontements entre communautés. Des tueurs non identifiés soupçonnés d'appartenir à la Bodo Liberation Tiger Force (BLTF, Force des tigres de libération du Bodoland) ont ouvert le feu, tuant deux enfants, neuf femmes et six hommes. Les groupes armés d'opposition actifs dans la région et les gouvernements de l'Inde et de l'Assam ont condamné ces homicides, mais Amnesty International n'a eu connaissance d'aucune enquête menée en vue d'identifier les responsables de ces agissements.

« Les groupes armés d'opposition doivent se reconnaître liés par les normes humanitaires minimales, qui requièrent que les civils ne soient jamais pris pour cibles », a déclaré l'Organisation.

« Plutôt que de préjuger des responsabilités en ce qui concerne ces homicides, les gouvernements des États de Jammu-et-Cachemire et de l'Assam devraient ordonner l'ouverture d'enquêtes indépendantes et impartiales sur ces attaques, et veiller à ce que les droits de la personne humaine ne soient pas continuellement bafoués au cours des conflits » |